

Armes à feu: Illégales et américaines

(Source: Radio-Canada) La majorité des armes à feu impliquées dans des crimes au Canada sont importées illégalement des États-Unis, montre une étude universitaire.

2009-07-29 11:55:12

Une nouvelle étude, publiée mercredi dans la *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale*, laisse entendre que la majorité des armes à feu qui ont été utilisées pour commettre des crimes au Canada ont été introduites en contrebande des États-Unis.

L'étude, menée par Wendy Cukier, de l'Université Ryerson, et des chercheurs aux États-Unis et en Grande-Bretagne, a examiné le marché clandestin qui existe entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

« Il est impossible de déterminer avec certitude le pourcentage d'armes à feu utilisées pour commettre des crimes au Canada ou au Mexique qui ont été illégalement exportées à partir des États-Unis, mais certains indicateurs pertinents disponibles indiquent que la proportion est élevée », note la chercheuse.

Elle mentionne quatre de ces indicateurs:

- En 2006, la police de Toronto a retracé avec succès la vente originale de 181 armes à feu utilisées lors de crimes. Du nombre, 120 provenaient du voisin américain.
- Un programme ontarien visant à retracer l'origine d'armes à feu a révélé que 69 % des 705 armes utilisées en 2007 pour commettre des crimes dans cette province provenaient des États-Unis. Environ 90 % de ces armes comportaient des restrictions d'utilisation au Canada ou y étaient carrément interdites.
- La même année, sur les 710 pistolets utilisés par des criminels que l'organisation a pu retracer, 54 % avaient été introduits illégalement au pays, selon les responsables du Programme canadien des armes à feu.
- L'an dernier, les douaniers canadiens ont saisi 514 armes à usage restreint ou interdites, ce qui représenterait 3 % du trafic d'armes entre les deux pays.

La chercheuse note toutefois que la majorité des fusils à pompe et des mitraillettes utilisées pour des crimes proviennent du Canada.

Les gangs criminels constituent les principaux preneurs des armes illégales, selon le rapport.

Il demeure toutefois difficile d'obtenir des données complètes sur les origines des armes, puisque les numéros de série sont souvent effacés. Les armes provenant d'autres pays, dont la Chine, s'avèrent encore plus difficiles à retracer.

Le Canada devrait en faire plus, selon la chercheuse

Des difficultés qui font dire à la chercheuse que le gouvernement canadien devrait en faire plus.

« Le Canada devrait prendre un rôle de leader dans les efforts internationaux pour combattre le trafic d'armes illégales », ajoute la chercheuse, connue pour être une militante du contrôle des armes à feu.

Le Canada n'a pas ratifié le protocole sur les armes à feu des Nations unies.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne